

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES - SORBONNE
SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

études rurales

revue trimestrielle
d'histoire, géographie, sociologie
et économie des campagnes

N° 27

MCMLXVII

Tirage à part

MOUTON & CO

Une cartographie pour l'action territoriale

La recherche graphique — surtout en France où l'on considère trop souvent le graphisme comme une belle illustration — est très importante pour les nombreux responsables de l'action régionale. Elle prend valeur d'exemple.

L'*Atlas* se révèle fondamental par la dimension localisée qu'il apporte à une étude de faits sociaux dont les dimensions et les aspects territoriaux sont souvent peu connus. Dans un pays où l'égalitarisme conceptuel est vivace, les différences profondes que trace la géographie ne sont pas au centre des préoccupations. Or même si les différences territoriales s'estompent avec le temps, elles sont encore très sensibles et importantes dans la vie économique, sociale et politique du pays. Dans le même temps, l'influence de la géographie est souvent de moins en moins mesurée ; ainsi, les différences régionales de comportements ne sont pas toujours prises en compte dans les enquêtes de consommation ni dans celles qui s'intéressent à l'opinion. Étudier le Français dans son cadre régional *in situ*, coûte cher : c'est pourquoi trop d'enquêtes se bornent à caractériser le Français moyen. L'accélération des changements sociaux ne peut évidemment plus se satisfaire de recensements décennaux ou quinquennaux trop longs à dépouiller. Toutefois, les sondages intercalaires se font à partir d'échantillons restreints alors que c'est à partir de quelque dix ou vingt mille personnes seulement que des analyses par région sont possibles sans trop de risques.

La prise de conscience territoriale que permet un atlas de ce type se révèle d'autant plus indispensable que notre pays est tout en nuances et en contrastes souvent peu superposables. Si l'aménagement de l'Italie peut se satisfaire d'un parallèle presque manichéen (au nord tout progresse facilement et les priorités d'aménagement sont méridionales), il n'en est pas de même en France. Les géographies de l'agriculture, de l'industrie, de l'emploi, de la démographie, du tourisme ou de la

scolarisation, par exemple, n'ont entre elles, du moins en apparence, que peu de rapports. Ceux qui, à l'occasion de la préparation des plans de modernisation ou de l'établissement des budgets de l'État, ont la charge de veiller à la répartition territoriale des équipements, ont fort à faire pour moduler ceux-ci, soit dans le sens d'une égalisation plus systématique (investissements sociaux entre autres), soit dans celui d'une localisation volontaire correspondant aux « vocations » régionales. Ils doivent avancer pas à pas en tenant compte de situations géographiquement très subtiles.

Notre pays est complexe et ne se satisfait donc pas des clivages simplificateurs que certains ont cru pouvoir retenir ou découvrir à partir d'une ou de deux données trop rapidement isolées. Après l'opposition Nord-Sud, si marquée avant la guerre par les altercations politico-fiscales (les hommes du Midi au pouvoir dépensent l'argent des producteurs du Nord) ou démographiques, apparaît maintenant un clivage Est-Ouest inscrit souvent autour de lignes systématisées (Cherbourg-Digne, Caen-Avignon, etc.). Sans doute, du point de vue, notamment, des structures rurales et agricoles, cette permanence de nombreux traits à l'Ouest souligne-t-elle une opposition historique entre une France conservatrice et une France en mouvement. Sans doute est-il vrai que le capitalisme industriel s'est peu intéressé, au XIX^e siècle, aux régions de l'Ouest, au point qu'aujourd'hui l'aide de l'État à l'industrialisation doit compenser cette carence passée. Mais se poser les problèmes français seulement en termes de « France de l'Ouest » et de « France de l'Est » reste politiquement contestable et économiquement peu souhaitable dans la mesure où l'Ouest est, en fait, une région très hétérogène.

C'est pourquoi un ouvrage comme celui-ci propose un langage de très grande valeur, grâce à l'esprit de finesse dans lequel il a été conçu.

*

Certains pourront, après consultation de l'*Atlas*, trouver des manques dans l'analyse des situations. Bien sûr, des études de sociologie politique, absentes ici, éclaireraient le débat, et l'on pourrait souhaiter d'encore plus nombreuses cartes économiques, notamment sur la valeur des terres ou, par exemple, sur la valeur ajoutée dont on sait que l'évaluation est encore aujourd'hui très sommaire et, en tous cas, certainement pas possible à l'échelle du canton.

Mais après tout, ne risque-t-on pas de vouloir, à propos de la sociologie rurale, intégrer de proche en proche toutes les données localisées ?

L'essentiel demeure ici que le mode de représentation dont Jacques Bertin est à l'origine, permette d'intégrer cet effort à ceux qui sont faits par ailleurs et réciproquement¹. Premier essai de représentation systématique de ce type, l'*Atlas de la France rurale* est maintenant suivi d'un certain nombre d'autres réalisations parmi lesquelles on peut citer

1. Cf. J. BERTIN, « Le réseau de documentation graphique », *Annales, ESC*, 1965, 5, pp. 967-975 ; et *Sémiologie graphique*, Paris, Mouton - Gauthier-Villars, 1967.

« L'espace économique français », réédité par l'INSEE avec la collaboration de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale¹, et le « Budget de l'État », dont le fascicule sur la régionalisation des équipements de l'État² comporte quelque huit cents cartes.

L'important, dans ce domaine, est aussi que la représentation graphique choisie facilite les comparaisons et qu'apparaisse une sorte de grammaire ou de langage commun permettant tous les rapprochements. Si les quelque quatre à cinq mille cartes de la France produites chaque année dans des buts les plus divers (recherche, journalisme, etc.)³, quelque quinze cents sont d'ores et déjà élaborées selon le procédé utilisé dans le présent *Atlas*. Outre l'intérêt majeur que ce système présentera demain, lorsque les données seront extraites de matrices électroniques et qu'ainsi la production des cartes pourra être automatisée, il rend dès aujourd'hui possibles de très nombreux rapprochements et analyses.

Dans ces conditions, la non-exhaustivité d'une collection comme celle-ci n'a plus aucune espèce d'importance ou tout au moins n'en aurait aucune si les éléments cartographiques disponibles par ailleurs étaient bien établis à l'échelle du canton. Or — il faut bien le constater — la plupart des représentations — et des données — sont produites par département ou région. Pour grossières qu'elles soient par rapport à une étude cantonale, ces cartes n'en demeurent pas moins des références utiles. Mais l'échelon cantonal — ou du moins un échelon de cette taille — offre évidemment un net avantage : il fait apparaître des nuances, qui, à une échelle supérieure, risqueraient de disparaître. C'est pourquoi, d'ailleurs — bien que sans effet avant une dizaine d'années — précieux sera l'apport de l'accumulation des données statistiques établie dans chacun des observatoires régionaux⁴ à l'échelle cantonale ou communale — en attendant probablement un carroyage encore plus fin (indispensable au niveau urbain) — et qu'utilisent déjà des pays où le traitement électronique de l'information est plus avancé que chez nous.

*

Mais pour les responsables de l'action régionale, l'insuffisance véritable des études entreprises en France concerne en fait les cartes sur les phénomènes évolutifs. L'aménagement du territoire ne peut en effet s'appuyer sur les seules constatations que permettent des cartes statistiques relatives à un moment donné, ou sur la photographie différentielle des régions : il doit être constamment attentif aux évolutions de

1. *Études et Conjoncture*, 1965 (en cours de réédition aux Presses Universitaires de France, sous forme de fascicules).

2. Paris, Imprimerie Nationale, nov. 1965, nov. 1966 et nov. 1967.

3. Ces cartes ou du moins les principales sont rassemblées, sur microfilms, en une cartothèque de France, gérée par la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale, et qui contient déjà près de 15 000 cartes et que l'on se propose de décentraliser.

4. Les observatoires régionaux créés dans le cadre de l'INSEE avec l'appui de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale, ont pour mission d'accumuler et de traiter par les moyens les plus modernes les informations dont dispose la région. Connectés entre eux et avec Paris, les huit observatoires formeront un réseau public, lui-même en relation avec les réseaux privés ou universitaires.

rythmes très différents. En ce sens, il s'intéresse moins à l'état donné qu'à sa dérivée et, si on peut employer ce terme, à sa dérivée la plus actuelle possible. C'est dans ce sens, à mon avis, que les recherches entreprises doivent se poursuivre en priorité.

*

Prise de conscience des diversités régionales dans un strict respect des nuances, tel est le premier avantage d'un atlas de ce type — qui en présente, bien entendu, d'autres¹.

L'opération la plus intéressante consiste, bien entendu, à rechercher, en confrontant les cartes, un certain nombre de corrélations entre les phénomènes figurés, ou tout au moins à les suggérer. Les précautions sont évidentes si l'on ne veut pas faire dire aux cartes plus qu'elles ne peuvent livrer. Certains faits n'ont aucune répartition géographique significative. En isolant les villes, la France rurale n'est pas homogène quant aux répartitions socio-professionnelles, par exemple, plus importantes que la distribution brute du fait agricole. Enfin, on ne prend jamais assez garde à ce que les données, même portant un commun millésime, ne sont pas aussi facilement superposables que l'on croit et recouvrent souvent des faits d'âges historiques très différents.

L'*Atlas de la France rurale* représente, pour les recherches appliquées utiles à l'aménagement du territoire, un atout très précieux et l'on souhaiterait que l'expérience soit largement mise à profit.

1. Ainsi, par exemple, chaque année les 800 cartes du *Budget des équipements de l'État* permettent de déceler des erreurs statistiques ou d'apprécier la valeur des séries disponibles.